

Qui a peur du grand méchant loup de l'inflation ?

 alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/a-peur-grand-mechant-loup-de-linflation/00099197

Un spectre hante l'économie mondiale : celui du retour de l'inflation. La crainte puise sa source dans la publication de l'évolution de l'indice des prix aux Etats-Unis : + 4,2 % en rythme annuel en avril. De quoi susciter deux sentiments contradictoires, la peur, côté investisseurs (« mes rendements ! »), la *shadenfreude*, du côté des libéraux (« on vous l'avait dit, il y a trop de création monétaire et trop de dépenses publiques, l'austérité, vite ! »). Alors que ce qui devrait dominer, c'est le calme.

Aux Etats-Unis, l'inflation actuelle tient aux prix de l'énergie – signe que l'économie mondiale commence à repartir, tant mieux –, aux prix des voitures d'occasion – les Américains craignent le retour dans les transports en commun – et à un effet de rattrapage après le confinement d'il y a un an en avril 2020.

On ne voit pas naître une boucle prix-salaires qui provoquerait une indexation des salaires sur les prix, puis des prix sur les salaires. En avril, le revenu des Américains a augmenté de 21 % sur un mois grâce au chèque Biden, mais c'est une hausse unique. Les perspectives d'inflation pour l'année restent autour de 2 %.

Et en zone euro ? Hors énergie, tabac et produits frais, l'inflation d'avril sur un an se situe à 0,7 %. On reste loin de devoir craindre une hausse généralisée des prix. Ce qui n'empêcherait pas certains prix d'augmenter. Par exemple, on note une hausse des coûts de transport (une multiplication par trois du prix des containers de la Chine vers l'Europe) et une pénurie de certains intrants. Dans la dernière enquête de conjoncture de la Banque de France, un quart des chefs d'entreprise signalent ainsi des difficultés d'approvisionnement. D'habitude, ils sont 2 %-3 % dans ce cas.

Si les anticipations d'inflation montent un peu, tant mieux, surtout après toutes ces années marquées par le risque de déflation

Pour autant, pas de panique : reflet des problèmes dans la filière des semi-conducteurs, en situation de relative pénurie mondiale, ce sont les secteurs qui en utilisent le plus qui semblent les plus pénalisés, automobile en tête, puis, dans une moindre mesure, la fabrication de produits électroniques et informatiques, et d'équipements électriques. Mais ce souci n'est pas généralisé à l'ensemble de l'économie et les entreprises en difficulté semblent majoritairement gérer le problème en puisant dans leurs stocks.

Mais coûts de transports ou pénuries ciblées, dans les deux cas, l'économie mondiale doit gérer des phénomènes temporaires susceptibles de provoquer des hausses de prix relatifs, limitées dans le temps. Et si les anticipations d'inflation montent un peu, tant mieux, surtout après toutes ces années marquées par le risque de déflation.

Des risques structurels ?

Si l'inflation actuelle semble temporaire et les anticipations maîtrisées, n'y aurait-il pas des facteurs structurels à l'œuvre dans les transformations de l'économie mondiale qui pourraient pousser à une hausse ou à une croyance dans une hausse durable et généralisée de l'ensemble des prix ?

Par exemple, les économistes nous expliquent depuis longtemps que la mondialisation joue un rôle désinflationniste en permettant l'acquisition de biens et services à bas prix. La pandémie a renforcé la tendance vers une mondialisation de moindre intensité. Cela pourrait-il jouer sur l'inflation ? En fait, si la mondialisation participe à la baisse des prix, sa contribution par rapport aux facteurs internes (salaires, écart à la croissance potentielle...) s'avère faible, selon les études de Natixis.

Quel serait l'impact d'une numérisation croissante de l'économie ? Le plus significatif passe par le prix des biens électroniques et ils sont plutôt orientés à la baisse. Selon une étude de la Banque centrale européenne, celle-ci a contribué à réduire l'inflation de 0,15 point de pourcentage chaque année entre 2002 et 2019.

Le vieillissement de la population ? Les économistes sont partagés. Certains avancent qu'avec un nombre croissant de personnes qui consomment sans produire par rapport à ceux qui produisent, les tensions sur le marché du travail vont pousser les salaires et les prix à la hausse. D'autres, à l'inverse, montrent empiriquement que plus le taux de dépendance augmente, plus l'inflation est faible, ou bien une inflation faible et plus instable.

Enfin, la transition énergétique pourrait-elle être source d'inflation ? Les politiques d'incitation dans ce domaine passent par des hausses d'impôts internes ou bien par une taxe aux frontières, mais le prix des énergies renouvelables, au poids croissant, est nettement orienté à la baisse. Bref, là encore, rien ne permet de mettre en avant une dynamique de hausse de prix.

Au final, rien ne permet d'anticiper, *a priori*, la mise en œuvre de tendances inflationnistes fortes, à court terme ou pour les années qui viennent. La situation des marchés du travail – baisse du chômage mais fort halo et temps de travail précaire subi – ne laisse pas supposer que le plein-emploi, suivi d'une hausse forte des salaires et des prix, soit pour demain matin. Or, c'est bien là, dans la bataille des salaires, que se situe la véritable source d'une hausse des prix durable : l'inflation est partout et toujours un phénomène politique.